



ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

CONSEIL EXECUTIF
Cent treizième session
Point 3.11 de l'ordre du jour provisoire

EB113/15 Add.1
18 décembre 2003

Santé génésique

Projet de stratégie pour accélérer les progrès en vue de la réalisation des objectifs et cibles du développement international

Le Directeur général présente ici au Conseil exécutif pour examen le projet de stratégie pour accélérer les progrès en vue de la réalisation des objectifs et cibles du développement international liés à la santé génésique.

ANNEXE

SANTE GENESIQUE : PROJET DE STRATEGIE POUR ACCELERER LES PROGRES EN VUE DE LA REALISATION DES OBJECTIFS ET CIBLES DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

INTRODUCTION

1. La santé génésique et sexuelle¹ est fondamentale pour les individus, les couples et les familles, et pour le développement socio-économique des communautés et des nations. Préoccupée par la lenteur des progrès accomplis en matière de santé génésique et sexuelle au cours des dix dernières années, et consciente que les objectifs du développement international ne seraient pas atteints sans l'engagement renouvelé de la communauté internationale, la Cinquante-Cinquième Assemblée mondiale de la Santé a adopté la résolution WHA55.19 dans laquelle elle invite le Directeur général à élaborer une stratégie permettant d'accélérer les progrès en vue de la réalisation des objectifs et cibles du développement international liés à la santé génésique. Elle y rappelle aussi les programmes et plans d'action dont sont convenus les gouvernements à la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994), à la Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Beijing, 1995) et aux conférences organisées pour examen de suivi respectif au bout de cinq ans.

2. Pour donner suite à cette résolution et après avoir consulté les Etats Membres et d'autres partenaires, l'OMS a conçu un projet de stratégie qui se fonde sur les mesures prises par les Etats Membres en application de la résolution WHA48.10 (Santé en matière de reproduction humaine : rôle de l'OMS dans la stratégie mondiale) dans laquelle il leur était instamment demandé de développer et de renforcer encore leurs programmes de santé génésique.

3. Le projet de stratégie présenté ici s'adresse d'une manière générale aux responsables des organisations internationales, des instances gouvernementales, des associations professionnelles, des organisations non gouvernementales et d'autres institutions. La première partie met en évidence le large fossé qui sépare les objectifs mondiaux de la situation concrète dans le monde et recense les principaux obstacles aux progrès, en insistant tout particulièrement sur les inégalités liées au sexe et à la pauvreté et sur les risques auxquels sont exposés les adolescents. La deuxième partie expose le projet de stratégie qui s'inspire de principes fondés sur les droits de l'homme. Elle dégage les éléments fondamentaux des services de santé génésique et sexuelle et suggère des approches novatrices que les pays et l'OMS pourraient appliquer. Elle se conclut par la réaffirmation de l'engagement pris par l'OMS de collaborer avec ses partenaires afin d'encourager et d'aider les Etats Membres à atteindre les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies ainsi que les autres objectifs et cibles liés à la santé génésique et sexuelle fixés au niveau international.

¹ La définition de la santé génésique proposée par l'OMS et approuvée à la Conférence internationale sur la population et le développement englobe la santé sexuelle (voir l'encadré p. 4).

I. OBJECTIFS MONDIAUX, REALITES MONDIALES

4. Les objectifs du Millénaire pour le développement (ci-après dénommés « les objectifs »), qui découlent de la Déclaration du Millénaire faite en l'an 2000 par 189 pays, sont les nouveaux repères internationaux pour mesurer les progrès accomplis sur la voie du développement durable et de l'élimination de la pauvreté. Sur les huit objectifs, trois sont directement liés à la santé génésique et sexuelle – améliorer la santé maternelle, réduire la mortalité infantile, et combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies – et quatre sont en relation étroite avec la santé, et donc avec la santé génésique – réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et assurer un environnement durable. Les cibles concrètes consistent notamment à :

- réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle ;
- réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des moins de cinq ans ;
- d'ici à 2015, avoir stoppé la propagation du VIH/SIDA et commencé à inverser la tendance actuelle.

5. D'autres jalons ont été fixés en 1999 à la vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies pour examiner l'application du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Par exemple, d'ici à 2015, la proportion des accouchements se déroulant avec l'assistance de personnel soignant qualifié devrait atteindre 90 % dans l'ensemble du monde et au moins 60 % dans les pays où le taux de mortalité maternelle est élevé.¹

6. La définition de la santé génésique adoptée en 1994 à la Conférence internationale sur la population et le développement (voir l'encadré) fait ressortir les principales caractéristiques qui distinguent la santé génésique et sexuelle d'autres composantes de la santé. Elle s'étend avant et après la période où l'être humain est en âge de procréer et elle est étroitement liée aux facteurs socioculturels, aux rôles dévolus aux deux sexes, au respect et à la protection des droits de l'homme d'une manière générale et à ceux qui concernent en particulier la sexualité et les relations entre personnes.

Droits et santé en matière de procréation tels qu'ils sont définis dans le programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement¹

« Par santé en matière de reproduction, on entend le bien-être général, tant physique que mental et social, de la personne humaine, pour tout ce qui concerne l'appareil génital, ses fonctions et son fonctionnement et non pas seulement l'absence de maladies ou d'infirmités. Cela suppose donc qu'une personne peut mener une vie sexuelle satisfaisante en toute sécurité, qu'elle est capable de procréer et libre de le faire aussi souvent ou aussi peu souvent qu'elle le désire. Cette dernière condition implique qu'hommes et femmes ont le droit d'être informés et d'utiliser la méthode de planification familiale de leur choix, ainsi que d'autres méthodes de leur choix de régulation des naissances qui ne soient pas contraires à la loi, méthodes qui

¹ Document de l'Organisation des Nations Unies A/S-21/5/Add.1, paragraphe 64.

doivent être sûres, efficaces, et acceptables, ainsi que le droit d'accéder à des services de santé qui permettent aux femmes de mener à bien grossesse et accouchement et donnent aux couples toutes les chances d'avoir un enfant en bonne santé. Il faut donc entendre par services de santé en matière de reproduction l'ensemble des méthodes, techniques et services qui contribuent à la santé et au bien-être en matière de procréation en prévenant et résolvant les problèmes qui peuvent se poser dans ce domaine. On entend également par cette expression la santé en matière de sexualité qui vise à améliorer la qualité de la vie et des relations interpersonnelles, et non à se borner à dispenser conseils et soins relatifs à la procréation et aux maladies sexuellement transmissibles. » (Paragraphe 7.2)

« Compte tenu de la définition susmentionnée, les droits en matière de procréation correspondent à certains droits de l'homme déjà reconnus dans des législations nationales, des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'autres documents pertinents des Nations Unies qui sont le fruit d'un consensus. Ces droits reposent sur la reconnaissance du droit fondamental de tous les couples et des individus de décider librement et avec discernement du nombre de leurs enfants et de l'espacement de leurs naissances et de disposer des informations nécessaires pour ce faire, et du droit de tous d'accéder à la meilleure santé en matière de sexualité et de reproduction. Ce droit repose aussi sur le droit de tous de prendre des décisions en matière de procréation sans être en butte à la discrimination, à la coercition ou à la violence, tel qu'exprimé dans des documents relatifs aux droits de l'homme ... » (Paragraphe 7.3)

¹ Document des Nations Unies A/CONF.171/13 : Rapport de la CIPD.

7. L'adoption de ces définitions exhaustives à la Conférence internationale sur la population et le développement a inauguré une nouvelle ère, et les réalisations de ces dix dernières années sont nombreuses et importantes. Sauf exception, le concept de droits et de santé en matière de procréation a été largement accepté et les organismes internationaux d'action sanitaire et d'aide au développement, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et d'autres acteurs encore ont commencé à l'utiliser. Presque tous les pays ont défini de nouvelles politiques et de nouveaux programmes de santé génésique qui, dans certains d'entre eux, ont notablement changé la manière dont étaient assurés les services de santé maternelle et infantile ou les services de planification familiale.

8. En plus de cette conception commune et de cet engagement mondial en faveur de la santé génésique et sexuelle, de nouveaux partenariats se sont créés aux niveaux national, régional et mondial. De nouvelles données ont en outre été recueillies sur des questions jusque-là peu étudiées, comme la charge de morbidité due aux problèmes de santé génésique et sexuelle, les liens de ceux-ci avec la pauvreté et la violence à l'encontre des femmes. Le nombre de meilleures pratiques fondées sur des bases factuelles a beaucoup augmenté, le champ d'investigation de la recherche clinique et comportementale s'est étendu, et il y a désormais plus d'étalons, de normes et de principes directeurs reconnus au niveau international.

9. L'expérience montre que, même dans les pays à faible revenu, il est possible, grâce à des approches novatrices propres aux pays, de réduire considérablement la mortalité et la morbidité maternelles, par exemple. La tâche consiste maintenant à concevoir des stratégies nationales innovantes qui visent à mettre les services de santé à la portée de ceux qui ont les plus grands besoins, tels que les adolescents et les pauvres, afin d'atteindre les objectifs internationaux. Actuellement, les taux de mortalité et de morbidité maternelles, de mortalité périnatale, la fréquence des infections de l'appareil reproducteur et des infections sexuellement transmissibles, dont l'infection à VIH, des grossesses non désirées, des avortements non médicalisés et des pratiques sexuelles à risque demeurent élevés dans de nombreux pays, ainsi que le montrent les chiffres ci-dessous.

Situation dans le monde

Grossesse, accouchement et santé du nouveau-né

10. Sur le nombre estimatif de 210 millions de femmes qui tombent enceintes chaque année, quelque 8 millions souffrent de complications parfois mortelles et beaucoup ont des séquelles, voire une incapacité à long terme. On estime qu'en 2000, 529 000 femmes sont mortes pendant la grossesse et l'accouchement de causes en grande partie évitables. A l'échelle mondiale, le taux de mortalité maternelle n'a guère évolué ces dix dernières années.

11. Les écarts entre les Régions sont énormes : 99 % des décès maternels se produisent dans des pays en développement. Le risque, à la naissance, de mourir d'une affection maternelle est de 1 sur 16 en Afrique subsaharienne, de 1 sur 58 en Asie du Sud-Est et de 1 sur 4000 dans les pays industrialisés.

12. La plupart des décès maternels résultent de complications à l'accouchement (par exemple une dystocie grave, en particulier lors d'une première grossesse précoce, une hémorragie et des troubles tensionnels), au début du post-partum (accident septique et hémorragie) ou après un avortement non médicalisé. Les facteurs ordinairement associés à ces décès sont l'absence de personnel de santé qualifié¹ pendant l'accouchement, de services capables de dispenser des soins obstétricaux d'urgence et de prendre en charge les complications des avortements non médicalisés, et l'inefficacité du système d'orientation-recours.

13. Plus de 50 % des femmes qui vivent dans les régions les plus pauvres du monde, et plus de 80 % d'entre elles dans certains pays, mettent leur enfant au monde sans l'aide d'une accoucheuse qualifiée. En Afrique subsaharienne, ce chiffre est resté le même au cours des dix dernières années. Alors que les soins prénatals existent et sont largement dispensés dans les pays industrialisés, près de la moitié des femmes enceintes dans le sud de l'Asie et un tiers en Asie occidentale et en Afrique subsaharienne ne bénéficiaient d'aucune prestation prénatale à la fin des années 90, proportion qui était inférieure à un cinquième en Asie orientale ainsi qu'en Amérique latine et aux Caraïbes.

14. Sur les 10,8 millions de décès d'enfants de moins de cinq ans enregistrés dans le monde, 3 millions ont lieu pendant les 7 premiers jours de la période néonatale. On estime en outre à 2,7 millions le nombre d'enfants mort-nés. Un grand nombre de ces décès sont dus au mauvais état de santé de la mère et à l'insuffisance des soins pendant la grossesse, l'accouchement et le post-partum. Dans les pays en développement, le taux de mortalité néonatale (pendant les 28 jours qui suivent la naissance) n'a pas changé depuis le début des années 80 et reste d'environ 30 décès pour 1000 naissances vivantes. Par ailleurs, le décès de la mère peut gravement compromettre la survie de l'enfant.

Planification familiale

15. Le recours à la contraception est devenu beaucoup plus fréquent dans nombre de pays en développement et est presque aussi répandu dans certains d'entre eux que dans les pays développés. Des enquêtes indiquent pourtant que, dans les pays en développement et les pays en transition, plus de

¹ Par « accoucheuse qualifiée » ou « personnel de santé qualifié », on entend un ou des professionnels de santé tels qu'une sage-femme, un médecin ou une infirmière qui ont les qualifications et les compétences nécessaires pour prendre en charge un accouchement normal et la période qui suit immédiatement la naissance, qui savent reconnaître les complications et, au besoin, dispenser des soins d'urgence et/ou adresser le cas à un niveau supérieur de soins de santé.

120 millions de couples ne disposent d'aucune méthode de contraception sûre et efficace alors qu'ils souhaitent éviter ou espacer les grossesses.

16. Entre 9 % et 39 % des femmes mariées (y compris les femmes vivant en couple) sont privées des services de planification familiale dont elles ont besoin. D'après les données, les besoins des adolescents et des adultes sexuellement actifs non mariés ne sont pas satisfaits non plus. On compte chaque année environ 80 millions de grossesses non désirées, dont certaines sont dues à un échec de la contraception, aucune méthode n'étant efficace à 100 %.

Avortement non médicalisé

17. Sur les quelque 45 millions de grossesses non désirées interrompues chaque année, on estime à 19 millions le nombre d'avortements non médicalisés ;¹ 40 % des avortements non médicalisés sont pratiqués chez des femmes jeunes, âgées de 15 à 24 ans. D'après les estimations, 68 000 femmes en meurent chaque année, ce qui représente 13 % de tous les décès liés à la grossesse. L'avortement non médicalisé est en outre à l'origine d'une très importante morbidité. Des études indiquent par exemple qu'au moins une femme sur cinq qui subissent un avortement non médicalisé contracte une infection de l'appareil reproducteur. Il s'agit parfois d'infections graves, qui entraînent la stérilité.

Infections sexuellement transmissibles, y compris l'infection à VIH, et infections de l'appareil reproducteur

18. D'après les estimations, il se produit chaque année 340 millions de nouveaux cas d'infection bactérienne sexuellement transmissible, dont la plupart sont accessibles au traitement. Beaucoup de ces infections ne sont cependant pas soignées, car elles sont difficiles à diagnostiquer et parce qu'il n'y a pas de service compétent et abordable. On recense de plus tous les ans des millions de cas d'infections virales, pour la plupart incurables, sur lesquels 5 millions de nouveaux cas d'infection à VIH, dont 600 000 chez des nourrissons après transmission de la mère à l'enfant.

19. L'infection à papillomavirus humain sexuellement transmissible est étroitement associée au cancer du col utérin, chaque année diagnostiqué chez plus de 490 000 femmes et responsable de 240 000 décès. Les trois quarts des cancers du col se produisent dans les pays en développement où les programmes de dépistage et de traitement sont très insuffisants, voire inexistant.

20. Chaque année, plus de 100 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans contractent des infections sexuellement transmissibles en majorité curables. Elles facilitent l'acquisition et la transmission du VIH. Près de la moitié des nouveaux cas d'infection à VIH concernent des jeunes. Malgré les tendances favorables observées récemment chez les jeunes (en particulier chez les femmes) dans certains pays d'Afrique, il y a en Afrique subsaharienne près de deux fois plus de jeunes femmes porteuses du virus que d'hommes infectés. En 2001, on estimait qu'entre 6 % et 11 % des jeunes femmes vivaient avec le VIH/SIDA en Afrique subsaharienne, contre 3 % à 6 % des hommes jeunes. Dans d'autres régions en développement, le VIH/SIDA est également plus répandu chez les femmes que chez les hommes. On sait en outre que les infections de l'appareil reproducteur telles que la

¹ Un avortement non médicalisé se définit comme un acte effectué en vue d'interrompre une grossesse non désirée par des personnes qui n'ont pas les compétences nécessaires ou dans des conditions qui ne répondent pas aux normes médicales minimales, ou les deux (voir Organisation mondiale de la Santé, The prevention and management of unsafe abortion, Report of a technical working group. Genève, avril 1992, document WHO/MSM/92.5, 1992).

vaginose bactérienne et la candidose génitale, qui ne se transmettent pas par voie sexuelle, sont courantes, bien qu'on manque d'informations sur leur prévalence et leurs conséquences.

21. Les infections sexuellement transmissibles sont aussi une cause importante de stérilité : 60 à 80 millions de couples dans le monde sont stériles et doivent renoncer à avoir des enfants, la plupart du temps à cause d'une obstruction tubaire résultant d'une infection sexuellement transmissible non soignée ou mal soignée.

22. Pris ensemble, les problèmes de santé génésique et sexuelle – mortalité et morbidité maternelles et périnatales, cancers, infections sexuellement transmissibles et VIH/SIDA – représentent près de 20 % de la charge mondiale de morbidité chez les femmes et quelque 14 % chez les hommes. Mais ces statistiques ne rendent pas compte de toute la charge de morbidité. La violence à l'encontre des femmes et les affections gynécologiques comme les problèmes menstruels graves, l'incontinence urinaire et fécale due aux fistules obstétricales, le prolapsus utérin, la fausse couche et les dysfonctionnements sexuels, qui toutes ont d'importantes conséquences sociales, psychologiques et physiques, sont très sous-estimées dans les chiffres actuels de la charge mondiale de morbidité. L'OMS estime que, parmi les plus grands facteurs de risque pour la santé dans le monde, les rapports sexuels à risque occupent la deuxième place.

Obstacles au progrès

Inégalité des sexes

23. L'inégalité des sexes en matière de santé est souvent frappante. Il arrive que les familles dépensent moins pour l'alimentation, la santé, la scolarisation et la formation professionnelle des filles que pour celles des garçons. La discrimination sexuelle et le statut social inférieur des filles et des femmes influent souvent sur leur état de santé physique et mentale, les exposent à des violences physiques ou psychologiques et les empêchent de bien maîtriser leur vie, en particulier leur sexualité et tout ce qui concerne la procréation.

24. Sous ses multiples formes, la violence à l'encontre des femmes a des répercussions sur leur santé génésique et sexuelle. Les violences infligées par un partenaire intime, notamment, phénomène qui s'observe partout dans le monde, comprennent les sévices physiques, sexuels et psychologiques. Des études montrent qu'entre 4 % et 20 % des femmes sont victimes de violences pendant leur grossesse, avec pour conséquences pour elles-mêmes et pour leur enfant fausse couche, travail prématuré et faible poids de naissance. Il ressort des données dont on dispose que, dans certains pays, près d'une femme sur quatre subit des violences sexuelles de la part de son partenaire intime. Le viol et les agressions sexuelles par des personnes connues ou étrangères sont également fréquents. La traite des femmes et des enfants ainsi que la prostitution forcée sont aussi des problèmes importants, dans certaines régions notamment. Les problèmes de santé génésique et sexuelle dont souffrent les femmes en conséquence sont nombreux, à savoir grossesse non désirée, avortement non médicalisé, douleurs chroniques, infections sexuellement transmissibles, y compris l'infection à VIH, et troubles gynécologiques.

Risques auxquels sont exposés les adolescents

25. Dans la plupart des pays, les tabous et les pratiques sexuelles courantes (notamment le mariage d'enfants, les mutilations sexuelles féminines et l'initiation sexuelle précoce) bloquent l'accès à l'information, aux services de santé génésique et à d'autres formes d'aide dont les jeunes ont besoin pour être en bonne santé. Or, les comportements sexuels à l'adolescence (entre 10 et 19 ans) ont des

conséquences immédiates et à plus longue échéance. Dans certaines régions du monde, l'activité sexuelle commence à l'adolescence et comporte souvent des risques, aussi bien dans le cadre du mariage que hors mariage. Les adolescents sont rarement armés ou suffisamment soutenus pour refuser d'avoir des rapports sexuels, faire accepter des rapports à moindre risque ou prendre eux-mêmes les précautions nécessaires contre une grossesse non désirée ou une infection sexuellement transmissible. Chez les très jeunes filles, la grossesse présente un risque important de mortalité et de morbidité maternelles. Il est indispensable de répondre aux besoins et de protéger les droits des adolescents, au nombre de 1,2 milliard aujourd'hui, pour préserver leur santé et celle des générations futures.

Inégalités liées à la pauvreté et accès aux services de santé

26. Presque partout dans le monde, la pauvreté va de pair avec un accès difficile aux services de santé, en particulier aux services de santé maternelle. C'est dans les pays les plus pauvres que les problèmes de santé génésique et sexuelle sont les plus importants, car les services de santé y sont généralement dispersés ou géographiquement inaccessibles, manquent de personnel, de ressources et de matériel et coûtent trop cher pour la majorité des personnes démunies. Trop souvent, les améliorations apportées aux services de santé publics profitent avant tout aux classes aisées, et il est possible en théorie d'atteindre certains des objectifs sanitaires internationaux sans englober le quintile de la population qui a les plus faibles revenus, ni les groupes vulnérables.

27. Depuis les années 80, nombre de pays ont engagé des réformes dans le secteur de la santé qui influent sur l'existence et l'accessibilité des services de santé, y compris les services de santé génésique et sexuelle. Les systèmes de financement tels que les régimes d'assurance par prépaiement et les subventions basées sur la situation de fortune ont rarement assuré aux pauvres l'accès équitable souhaité. Il faut donc veiller tout particulièrement à ce que les groupes défavorisés aient accès à la prévention, au traitement et aux services vitaux tels que les soins obstétricaux d'urgence.

Autres problèmes

28. L'aide au développement a diminué d'une manière générale ces dernières années, tandis que de nouveaux mécanismes de financement extérieur ont vu le jour dans le secteur de la santé, tels que les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, les approches sectorielles et l'aide budgétaire directe. Par ailleurs, d'importantes nouvelles sources de financement de l'action sanitaire, comme le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, concentrent les ressources sur des maladies et des interventions données. Il importe de veiller à ce que ces nouveaux mécanismes contribuent à développer durablement le potentiel des systèmes de santé, y compris les services de santé génésique et sexuelle.

29. L'insuffisance des ressources humaines est, dans beaucoup de pays, un obstacle majeur à l'expansion des services intégraux de santé génésique et sexuelle et à l'amélioration de la qualité des soins. Les problèmes sont notamment une grave pénurie de personnel, le manque de compétences, le roulement rapide et le départ des agents qualifiés, l'utilisation et l'affectation peu rationnelles du personnel en place. La mauvaise performance et le roulement fréquent des professionnels de santé viennent essentiellement de ce que les salaires sont bas ou ne sont pas toujours versés et de ce que la formation, l'encadrement et les conditions de travail sont médiocres. Une planification stratégique permettant de former et de fidéliser un personnel de santé compétent, par exemple des accoucheuses qualifiées, est indispensable pour améliorer les soins de santé génésique et sexuelle.

30. Outre les difficultés d'accès aux services de santé en général que connaissent les pauvres et les personnes défavorisées en raison de l'éloignement, du manque de transports, du coût des services et des conditions discriminatoires, la santé génésique présente des difficultés particulières dues à des facteurs socioculturels comme les tabous qui entourent la procréation et la sexualité, le peu de pouvoir qu'ont les femmes dans ce domaine, le peu d'importance accordé à leur santé et l'attitude négative ou moralisatrice des membres de la famille et des prestataires de soins de santé. Un examen global des croyances, des attitudes et des valeurs par les communautés et les prestataires locaux est un bon point de départ pour surmonter ces obstacles fondamentaux.

31. Ces deux dernières décennies, la santé génésique a fait des progrès grâce à la mise au point de technologies pouvant sauver des vies et à l'adoption de pratiques cliniques et programmatiques efficaces. Cependant, malgré l'existence de bases de données électroniques et d'outils interactifs, de nombreux systèmes de santé et prestataires de services accèdent difficilement ou n'ont pas accès aux nouvelles informations. Bien souvent, les projets pilotes qui ont fait leurs preuves dans de nombreux pays, y compris ceux qui font appel à de nouvelles technologies et aux meilleures pratiques, ne sont pas appliqués à grande échelle. Faut-il une planification stratégique fondée sur des données qualitatives et quantitatives adéquates, les raisons pour lesquelles les services sont de qualité médiocre et les gens accèdent difficilement ou ont peu recours aux services ne sont pas entièrement élucidées.

32. Dans certains pays, la législation, la politique et la réglementation bloquent l'accès aux services (en refusant par exemple la contraception aux personnes non mariées), restreignent inutilement le rôle du personnel de santé (en interdisant par exemple aux sages-femmes d'effectuer des actes salvateurs tels que le retrait du placenta), empêchent d'assurer certains services (comme l'octroi sans ordonnance d'une contraception d'urgence), ou limitent l'importation de certains médicaments et technologies essentiels. La levée de telles barrières faciliterait grandement l'accès aux services.

II. LA STRATEGIE POUR ACCELERER LES PROGRES

33. La stratégie est destinée d'une manière générale à accélérer les progrès en vue de la réalisation des objectifs internationaux de santé génésique pour, à terme, assurer à tous le meilleur état de santé génésique et sexuelle possible.

Principe directeur : les droits de l'homme

34. La stratégie de l'OMS pour accélérer les progrès s'appuie sur les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et sur les déclarations reflétant un consensus mondial qui reconnaissent notamment le droit de tout être humain de posséder le meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre ; le droit fondamental de tous les couples et des individus de décider librement et avec discernement du nombre de leurs enfants et de l'espacement de leurs naissances et de disposer des informations et des moyens nécessaires pour ce faire ; le droit des femmes d'avoir prise sur leur sexualité et de prendre des décisions libres et responsables en matière de santé génésique et sexuelle, sans être en butte à la coercition, à la discrimination ou à la violence ; le même droit pour les hommes et pour les femmes de choisir leur époux ou leur épouse et de ne se marier que s'ils y consentent librement et pleinement ; le droit d'accéder à l'information sanitaire utile et le droit de tout un chacun de bénéficier des progrès scientifiques et de leurs applications. Pour que ces droits soient respectés, les politiques, programmes et interventions doivent promouvoir l'égalité des sexes, accorder une attention particulière aux populations ou groupes de population pauvres et mal desservis, en particulier les adolescents, et aider tout spécialement les pays où les problèmes de santé génésique et sexuelle sont les plus importants.

Éléments fondamentaux de la santé génésique et sexuelle

35. La santé génésique et sexuelle se compose de cinq éléments fondamentaux : 1) améliorer les soins prénatals, les soins périnatals, les soins du post-partum et les soins au nouveau-né ; 2) assurer des services de planification familiale de grande qualité, y compris contre la stérilité ; 3) éliminer le problème de l'avortement non médicalisé ; 4) combattre les infections sexuellement transmissibles, y compris l'infection à VIH, les infections de l'appareil reproducteur, le cancer du col utérin et d'autres affections gynécologiques ; et 5) promouvoir la santé sexuelle. Les différents éléments de la santé génésique et sexuelle étant étroitement liés entre eux, il est probable que les interventions entreprises dans un domaine auront une influence positive sur les autres. Il est indispensable que les pays renforcent les services existants et s'en servent de point d'accès pour développer de nouvelles interventions en veillant à ce que la synergie soit maximale.

36. Dans la plupart des pays, le principal point d'accès aux services se situe au niveau des soins prénatals, de l'accouchement ou du post-partum, prestations qui sont au centre des soins de santé primaires. Pour réduire la morbidité et la mortalité maternelles, ainsi que la mortalité périnatale, il est vital que chaque accouchement soit pratiqué par un personnel qualifié et que des soins obstétricaux d'urgence complets puissent être prodigués en cas de complications. Ces services exigent des systèmes d'orientation-recours efficaces afin d'assurer les communications et le transport entre les différents lieux où sont fournies les prestations. Les services de santé maternelle offrent une occasion précieuse de dispenser aux femmes des services de planification familiale. Ils sont également un excellent moyen pour proposer aux femmes des services de prévention, de conseil, de dépistage et de traitement du VIH, ainsi que pour prévenir la transmission du VIH pendant la grossesse et l'accouchement ou à travers l'allaitement. Ce sont même les seuls services à pouvoir dispenser efficacement ces interventions. Ces différents points sont abordés de manière plus détaillée dans la stratégie OMS pour une grossesse à moindre risque.

37. En tant que cause évitable de mortalité et de morbidité maternelles, l'avortement non médicalisé doit être pris en compte dans le cadre de l'objectif du Millénaire pour le développement qui consiste à améliorer la santé maternelle et au titre d'autres buts et cibles internationaux de développement. Pour cela, plusieurs mesures d'urgence doivent être prises, y compris en renforçant les services de planification familiale, pour éviter les grossesses non désirées et, dans la mesure autorisée par la loi, en veillant à ce que les services soient disponibles et accessibles. Toujours dans la mesure autorisée par la loi, il convient de former les dispensateurs de services aux techniques modernes et de leur fournir les médicaments et fournitures nécessaires, techniques et matériels, qui devraient être mis à disposition pour les soins gynécologiques et obstétricaux ; il faudrait également apporter un soutien social et d'autres formes d'aide aux femmes en cas de grossesse non désirée et, dans la mesure autorisée par la loi, proposer des services d'interruption de grossesse au niveau des soins de santé primaires. Pour les femmes qui souffrent de complications d'un avortement non médicalisé, un traitement rapide et humain dans le cadre des soins consécutifs à un avortement doit pouvoir être proposé.

38. La forte augmentation du recours à la contraception dans les pays en développement depuis 20 à 30 ans témoigne du succès des services de planification familiale dans la plupart des pays. Ces programmes sont un élément essentiel des services visant à réduire la morbidité et la mortalité maternelles et périnatales, car ils permettent aux femmes de reporter ou d'espacer des grossesses ou d'en limiter le nombre. Ces services étant directement liés à l'issue des relations sexuelles, ils sont particulièrement bien placés pour promouvoir la santé sexuelle et les efforts visant à prévenir les infections sexuellement transmissibles et la transmission du VIH.

39. Le diagnostic et le traitement des infections sexuellement transmissibles sont parfois effectués par les pharmaciens, les vendeurs de médicaments ou les guérisseurs traditionnels, souvent mal. Différentes tentatives ont été faites pour atteindre les femmes en intégrant le traitement des infections sexuellement transmissibles dans les services de santé maternelle et infantile et/ou de planification familiale existants, mais avec un succès mitigé. Néanmoins, l'expérience montre que l'intégration de la prévention des infections sexuellement transmissibles dans les services de planification familiale, surtout à travers le conseil et la discussion de la sexualité et des relations avec le partenaire, s'est traduite par une plus grande utilisation des services et une amélioration de la qualité des soins. Ces tentatives pourraient être développées et améliorées afin d'élargir la couverture et de toucher également les hommes, les jeunes et d'autres groupes qui n'étaient pas précédemment visés par la planification familiale. En outre, le traitement présomptif chez les groupes à haut risque et les programmes complets, à base communautaire, de lutte contre les infections sexuellement transmissibles pourraient largement contribuer à la réduction des taux de transmission du VIH.

40. Les avantages supplémentaires que pourrait apporter un renforcement des services de santé génésique sont nombreux : une attention accrue portée à la violence à l'égard des femmes, problème actuellement traité dans divers contextes, par exemple en proposant une contraception d'urgence, une interruption de grossesse (dans la mesure autorisée par la loi) si elle est demandée, le traitement des infections sexuellement transmissibles et la prophylaxie postexposition de l'infection à VIH à la suite d'un viol, le dépistage et le traitement du cancer du col de l'utérus, la prévention de la stérilité primaire et secondaire et le traitement des affections gynécologiques. Des services de santé génésique et sexuelle bien conçus et dispensés de manière efficace, notamment en s'appuyant sur la participation de la communauté, peuvent également contribuer à améliorer les relations entre clients et dispensateurs et la participation des hommes, et aider les femmes à faire des choix en matière de procréation.

41. Tous les services de santé génésique et sexuelle ont un rôle essentiel à jouer en fournissant des informations et en dispensant des conseils en vue de promouvoir la santé sexuelle. Des informations appropriées peuvent également contribuer à une meilleure communication entre partenaires et à une prise de décision plus saine en matière de sexualité, qui peut passer par l'abstinence ou l'utilisation de préservatifs.

Mesures à prendre

42. L'OMS propose les principaux domaines d'action suivants aux pays et est attachée à aider les Etats Membres à développer et renforcer leurs moyens afin d'améliorer la santé génésique et sexuelle. Chaque pays devra recenser les problèmes, définir les priorités et les stratégies en vue d'une action accélérée à travers un processus de consultation auquel prennent part tous les intéressés. Les cinq principaux domaines d'action sont les suivants : renforcer la capacité des systèmes de santé, améliorer l'information pour définir les priorités, mobiliser la volonté politique, créer des cadres législatifs et réglementaires propices et développer la surveillance, l'évaluation et la responsabilité.

Renforcer les capacités des systèmes de santé

43. L'une des conditions préalables à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement qui ont trait à la survie de la mère et de l'enfant et au VIH/SIDA ainsi que les objectifs plus généraux en matière de santé génésique et sexuelle est l'existence d'un système de soins de santé essentiels qui fonctionne correctement aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire. Dans certains pays, la capacité des services de santé de base devra être sensiblement renforcée pour leur permettre de dispenser toute la gamme des services de santé génésique et sexuelle essentiels. La planification dans

ce domaine au niveau national devra porter sur des mécanismes de financement durables, les ressources humaines, la qualité de la prestation de services et l'utilisation des services.

44. **Mécanismes de financement durables.** L'importance capitale des besoins en matière de santé génésique et sexuelle doit être prise en compte lors de l'élaboration de stratégies et de plans nationaux du secteur de la santé. Les réformes du secteur de la santé et les initiatives connexes telles que les approches sectorielles du financement par des donateurs ont été encouragées comme moyen de renforcer les systèmes de santé. L'enjeu consiste à faire en sorte que ces initiatives et les autres mécanismes de financement favorisent la qualité des services de santé génésique et sexuelle complets et les progrès vers l'universalité de l'accès.

45. Les **mesures** nécessaires dans ce domaine sont les suivantes :

- 1) placer la santé génésique et sexuelle au centre des processus d'élaboration de stratégies et de planification nationaux, y compris les documents stratégiques de lutte contre la pauvreté et les stratégies de coopération de l'OMS avec les pays ;
- 2) faire en sorte que la santé génésique et sexuelle soit convenablement prise en compte dans les plans nationaux du secteur de la santé, y compris dans le cadre de l'initiative « 3 millions d'ici 2005 », les propositions au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et autres initiatives pertinentes ;
- 3) privilégier la santé génésique et sexuelle dans les ensembles de services essentiels dans le cadre des réformes du secteur de la santé et des approches sectorielles ; et
- 4) lorsque de nouveaux mécanismes de financement sont mis en place, tels que le partage des coûts, prévoir des moyens qui permettent aux adolescents, aux pauvres et autres groupes défavorisés d'avoir accès aux services, suivre les effets de ces politiques et les adapter à la situation locale.

46. **Ressources humaines.** Il est indispensable, pour améliorer la santé et les soins de santé en général, de savoir former, recruter, déployer et retenir un personnel de santé qualifié. De nombreuses interventions essentielles en matière de santé génésique et sexuelle peuvent être menées par des professionnels de niveau intermédiaire et du personnel paramédical. Le problème est de déterminer quels doivent être les effectifs d'agents de santé, leurs compétences et quelle est la formation la mieux adaptée afin de pouvoir dispenser les services jugés prioritaires. Les conditions propices devront être créées pour permettre aux agents de santé de réaliser pleinement leur potentiel et les inciter à travailler avec tous les groupes de population, y compris les plus pauvres.

47. Les **mesures** nécessaires dans ce domaine sont les suivantes :

- 1) déterminer les besoins essentiels en nombre et la répartition des agents de santé à tous les niveaux, et les compétences nécessaires pour effectuer les interventions jugées prioritaires en matière de santé génésique et sexuelle ;
- 2) évaluer et améliorer le milieu de travail, les conditions d'emploi et l'encadrement ;
- 3) élaborer une stratégie destinée à motiver et à retenir le personnel qualifié ; et

- 4) promouvoir des politiques qui permettent aux agents de santé d'utiliser pleinement leurs compétences.

48. **Qualité de la prestation de services.** Les méthodes de pointe appliquées dans les hôpitaux universitaires et des projets particuliers ne sont pas toujours répercutés dans l'ensemble du système, ce qui fait que la performance générale reste médiocre et que des inégalités persistent en matière de qualité et d'accès. Dans le cadre de la décentralisation de la planification et des responsabilités associée aux réformes du secteur de la santé, il convient de veiller particulièrement à faciliter l'adoption de bonnes pratiques à l'échelle du système et de façon accélérée. Des systèmes logistiques permettant un approvisionnement ininterrompu en produits essentiels doivent être mis sur pied.

49. Les **mesures** nécessaires dans ce domaine sont les suivantes :

- 1) effectuer une planification stratégique, en y associant les professionnels de santé et les administrateurs, afin d'évaluer la qualité des soins et de déterminer quel serait le meilleur moyen d'améliorer la qualité compte tenu des ressources disponibles ;
- 2) concevoir et mettre à l'épreuve des stratégies visant à élargir les interventions d'efficacité avérée ;
- 3) élaborer et adopter des normes de pratiques cliniques dans les secteurs public et privé et en contrôler l'application ;
- 4) recruter des partenaires auprès des organisations non gouvernementales et des secteurs privé et commercial afin d'accroître la disponibilité et l'utilisation des services de santé génésique ; et
- 5) promouvoir la mise en commun des expériences à l'intérieur des pays et entre eux.

50. **Utilisation des services.** Même lorsque les services de santé existent, il y a de nombreuses raisons – sociales, économiques et culturelles – qui font que les gens ne les utilisent pas toujours, en particulier en ce qui concerne la santé génésique et sexuelle. Pour repérer et surmonter les obstacles, il faut travailler avec les femmes, les jeunes et d'autres groupes communautaires afin de mieux comprendre leurs besoins, analyser les problèmes et trouver des solutions acceptables.

51. Les **mesures** nécessaires dans ce domaine sont les suivantes :

- 1) entreprendre des travaux de recherche sociale et opérationnelle afin de recenser les obstacles à l'utilisation des services et de mettre au point et de tester des mesures pour les surmonter ; et
- 2) utiliser des méthodes fondées sur la participation pour travailler avec les communautés, les institutions du secteur public et du secteur privé et les organisations non gouvernementales afin de surmonter ces obstacles et de promouvoir une utilisation appropriée des services disponibles.

Améliorer l'information pour définir les priorités

52. Il faut analyser les données épidémiologiques et les données relatives aux sciences sociales pour mieux comprendre le type, la gravité et la répartition des problèmes de santé génésique et sexuelle et

l'exposition aux risques dans la population, comprendre la dynamique qui est à l'origine de ces problèmes de santé et mettre en lumière les liens entre ceux-ci et la pauvreté, la vulnérabilité sociale ou l'appartenance sexuelle. Une collecte et une analyse améliorées des données, y compris des informations sur les coûts et la rentabilité, sont indispensables pour choisir entre des priorités d'action concurrentes et cibler les interventions du système de santé sur les domaines les plus susceptibles d'apporter un réel progrès dans la limite des ressources disponibles.

53. Le processus de définition des priorités sur la base de données de qualité doit toutefois impliquer les multiples parties prenantes, qui vont des pouvoirs publics aux organismes bilatéraux et multilatéraux en passant par les associations professionnelles, les groupes de femmes et autres secteurs de la société civile. Rassembler ces différents partenaires, avec leurs points de vue divers, aidera à dégager un large consensus, favorisera la collaboration et accroîtra les chances de réussite des interventions. Les différentes parties prenantes doivent soigneusement peser le rapport coût/efficacité, d'une part, et l'équité, d'autre part, et prendre en considération la nécessité d'investir davantage pour pouvoir atteindre les groupes les plus pauvres ou autres groupes défavorisés.

54. Les **mesures** nécessaires dans ce domaine sont les suivantes :

- 1) développer les capacités de collecte et d'analyse des données sur l'état de santé et ses déterminants ainsi que sur le fonctionnement des services de santé au niveau local, au niveau des districts et au niveau national ; et
- 2) fixer les priorités sur la base de données, sur la base d'une consultation des différentes parties prenantes, en prêtant toujours attention à l'équité d'accès, notamment pour les groupes pauvres et autres groupes défavorisés.

Mobiliser la volonté politique

55. Le fait de créer un environnement dynamique de soutien résolu aux niveaux local, national et international en faveur des initiatives de santé génésique et sexuelle reposant sur les droits aidera à surmonter l'inertie, à galvaniser les investissements et à établir des normes élevées ainsi que des mécanismes qui permettent de rendre compte des performances. Cela exige la participation non seulement des ministères de la santé, mais également de ceux des finances, de l'éducation et sans doute d'autres secteurs et de leurs homologues aux niveaux local et des districts. L'engagement politique et les moyens de sensibilisation doivent être suffisamment solides pour soutenir des politiques et des programmes valables, en particulier en faveur des groupes sous-desservis.

56. Les **mesures** nécessaires dans ce domaine sont les suivantes :

- 1) mobiliser un appui solide en faveur des investissements dans la santé génésique et sexuelle en faisant valoir des données de santé publique et les avantages sur le plan des droits de l'homme ;
- 2) mobiliser les principales parties prenantes afin de soutenir un programme d'action national en matière de santé génésique et sexuelle (par exemple des professionnels de santé, des juristes, des associations de défense des droits de l'homme, des associations de femmes, des ministères, des dirigeants et partis politiques, des chefs religieux et communautaires) et utiliser de façon concertée les médias ; et

3) réunir des arguments solides, fondés sur des données factuelles, en faveur de l'investissement stratégique dans la santé génésique et sexuelle et les droits des adolescents, et inscrire ces questions en bonne place dans le programme d'action national ; diffuser des informations sur la nature, les causes et les conséquences des problèmes de santé génésique des adolescents et leurs besoins, notamment leur vulnérabilité aux infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH, les grossesses non désirées, l'avortement à risque, le mariage ou les grossesses précoces, et la violence ou la coercition sexuelle, aussi bien dans le mariage qu'en dehors.

Créer des cadres législatifs et réglementaires propices

57. La levée de restrictions inutiles dans les politiques et les réglementations, afin de créer un cadre favorable à la santé génésique et sexuelle, devrait contribuer sensiblement à améliorer l'accès aux services.

58. Des réglementations sont nécessaires pour veiller à ce que les produits soient mis à disposition de manière régulière et équitable et qu'ils répondent à des normes de qualité internationales. En outre, un environnement réglementaire efficace est nécessaire pour assurer la responsabilité des secteurs public et privé dans la fourniture de soins de qualité à l'ensemble de la population.

59. Les **mesures** nécessaires dans ce domaine sont les suivantes :

- 1) passer en revue les lois et les politiques et si nécessaire les modifier afin de veiller à ce qu'elles favorisent un accès équitable et universel aux services ainsi qu'à l'éducation et à l'information en matière de santé génésique et sexuelle ;
- 2) faire en sorte que les réglementations et des normes soient mises en place de façon à ce que les produits nécessaires (médicaments, matériel et fournitures), répondant à des normes internationales de qualité, soient disponibles de manière régulière et équitable ; et
- 3) fixer des normes de performance et mettre au point des mécanismes de surveillance et de responsabilité s'agissant de la fourniture des services et de la collaboration et de l'action complémentaire entre les secteurs public, privé et non gouvernemental.

Développer la surveillance, l'évaluation et la responsabilité

60. La surveillance et l'évaluation sont essentielles afin de déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et pourquoi. Elles peuvent également révéler une évolution des besoins ou des effets inattendus, positifs ou négatifs.

61. Les **mesures** nécessaires dans ce domaine sont les suivantes :

- 1) établir ou renforcer des mécanismes de surveillance et d'évaluation fondés sur un plan clair définissant les résultats qui peuvent être obtenus, comment et dans quels délais, et un ensemble d'indicateurs précis reposant sur des données de base solides ;
- 2) suivre les réformes effectuées dans le secteur de la santé, les approches sectorielles et la mise en oeuvre d'autres mécanismes de financement, tels que les documents stratégiques de lutte contre la pauvreté, le partage des coûts ou le soutien budgétaire direct, afin de veiller à ce

qu'ils profitent aux pauvres et aux autres groupes socialement ou économiquement marginalisés et contribuent à renforcer les services de santé génésique et sexuelle à tous les niveaux ; et

3) mettre au point des mécanismes (comités locaux ou réunions communautaires, par exemple) afin d'accroître la responsabilité au niveau des établissements et des districts.

Engagement de l'OMS en faveur de la réalisation des objectifs mondiaux en matière de santé génésique

62. Dans tous les domaines d'action susmentionnés, l'OMS continuera d'apporter une assistance technique aux pays et développera celle-ci :

- en soutenant la recherche orientée sur l'action et le renforcement des capacités de recherche ;
- en rationalisant et ciblant soigneusement des normes fondées sur des données factuelles ;
- en veillant à ce que l'Organisation mène une action de sensibilisation mondiale aux questions de santé génésique et sexuelle.

63. Toutes ces activités devront inclure systématiquement la question de l'équité, y compris l'équité entre les sexes, qui sera promue, de même que la dimension droits de l'homme de la santé génésique et sexuelle.

64. Au niveau mondial, l'OMS :

1) redoublera d'efforts pour mettre en oeuvre l'initiative Pour une grossesse à moindre risque en tant qu'élément prioritaire de la stratégie de santé génésique et sexuelle, en particulier pour les pays dans lesquels la mortalité maternelle est la plus élevée ;

2) continuera à renforcer ses partenariats avec d'autres organisations du système des Nations Unies (en particulier le FNUAP, l'UNICEF et l'ONUSIDA), la Banque mondiale, les associations de professions de santé, les organisations non gouvernementales et d'autres partenaires afin d'assurer une collaboration et une action coordonnée de tout l'éventail des partenaires. Le nouveau partenariat pour une maternité sans risque et la santé du nouveau-né, qui doit être accueilli par l'OMS, jouera un rôle essentiel à cet égard ;

3) renforcera les services de santé génésique et sexuelle comme base de la prévention et du traitement du VIH/SIDA, en particulier à travers la planification familiale ; les soins prénatals et les soins lors de l'accouchement et du post-partum ; la lutte contre les infections sexuellement transmissibles ; la promotion de pratiques sexuelles à moindre risque ; et la prévention de la transmission mère-enfant du VIH. L'OMS veillera également à ce que la santé génésique et sexuelle soit prise en compte en renforçant la collaboration avec d'autres programmes clés de santé publique, y compris la vaccination, la nutrition et la prévention et le traitement du paludisme et de la tuberculose, notamment chez la femme enceinte ; et

4) assurera la transparence à travers un processus de compte rendu des progrès accomplis en matière de santé génésique et sexuelle dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

= = =